

# RAPPORT D'ACTIVITE

## Premier Semestre 2004-2005

### Faits marquants

<i>(en millions d'euros)</i>	1er semestre 2003-2004	1er semestre 2004-2005	Variation hors effet de change	Effet de change	Variation totale
Chiffre d'affaires	5 890	5 890	+ 3,7 % <sup>(1)</sup>	- 3,7 %	0 %
Résultat d'exploitation	281	278	+ 3,1 %	- 4,1 %	- 1,0 %
Résultat financier	(65)	(55)	n.s.	n.s.	n.s.
Résultat exceptionnel	(11)	(69)	n.s.	n.s.	n.s.
Résultat net part du Groupe	97	67	-27,2 %	- 4,2 %	- 31,4 %
Résultat net part du Groupe, hors provision litige USA	97	107	+ 13,9 %	- 4,2 %	+ 9,7 %

<sup>(1)</sup> 4 % à périmètre constant et hors effet de change.

La poursuite de l'appréciation de l'euro par rapport aux autres devises, et notamment au dollar US, a engendré des effets de conversion sur nos comptes consolidés qui réduisent de 3,5% le total du bilan et de près de 4 % le chiffre d'affaires, le résultat d'exploitation et le résultat net part du Groupe.

- La croissance interne du **chiffre d'affaires**, à périmètre constant et hors effet de change, atteint 4 % contre 3,9 % sur la même période de l'exercice passé qui avait bénéficié de l'impact favorable de la coupe du monde de rugby de novembre 2003. En neutralisant cet événement, la croissance interne s'élève à 4,8 %. Sur le semestre, la croissance interne s'accélère tant en Amérique du Nord qu'en Europe continentale.
- Conformément à nos prévisions, hors effet des variations de change, le **résultat d'exploitation** progresse de 3,1 %.
- Le **résultat financier**, négatif de 55 millions d'euros, s'améliore de 10 millions d'euros grâce à notre désendettement.
- Le **résultat exceptionnel** est négatif de 69 millions d'euros. Il comprend essentiellement la dotation de 60 millions d'euros correspondant à la charge estimée de l'accord transactionnel, conclu le 27 avril 2005 par Sodexo, Inc., dans le cadre de l'action intentée en justice aux Etats-Unis. Sans pour autant reconnaître une quelconque responsabilité et afin d'éviter les inconvénients d'une longue procédure, le Conseil d'Administration a préféré aboutir à une transaction.
- Le **résultat net part du groupe** s'élève à 67 millions d'euros après prise en compte de la provision exceptionnelle pour le litige aux Etats-Unis, à hauteur de 40 millions d'euros nets d'impôts. **Hors provision exceptionnelle, le résultat net part du Groupe** s'élève à 107 millions d'euros et augmente de 13,9 %. Cette progression est due à notre excellent modèle financier qui nous permet de générer des liquidités et de réduire ainsi nos charges financières.

## Analyse de l'évolution du chiffre d'affaires et du résultat d'exploitation par activité

Chiffre d'affaires par activité (en millions d'euros)	Premier semestre 2004-2005	Premier semestre 2003-2004	Variation à taux de change courants %	Variation à taux de change constants %
<b>Restauration et Services</b>				
Amérique du Nord	2 586	2 661	- 2,8 %	4,4 %
Europe continentale	1 981	1 898	4,4 %	4,3 %
Royaume-Uni et Irlande	640	654	-2,2 %	- 2,1 %
Reste du Monde	552	550	0,4 %	4,3 %
<b>Total</b>	<b>5 759</b>	<b>5 763</b>	<b>- 0,1 %</b>	<b>3,6 %</b>
<b>Chèques et Cartes de Services</b>	<b>131</b>	<b>127</b>	<b>3,7 %</b>	<b>6,8 %</b>
<b>Total</b>	<b>5 890</b>	<b>5 890</b>	<b>0 %</b>	<b>3,7 %</b>

Résultat d'exploitation par activité (en millions d'euros)	Premier semestre 2004-2005	Premier semestre 2003-2004	Variation à taux de change courants %	Variation à taux de change constants %
<b>Restauration et Services</b>				
Amérique du Nord	135	146	- 7,5 %	- 0,7 %
Europe continentale	101	87	15,8 %	15,7 %
Royaume-Uni et Irlande	11	5	104,6 %	104,7 %
Reste du monde	12	19	- 33,8 %	- 29,1 %
<b>Total</b>	<b>259</b>	<b>257</b>	<b>0,9 %</b>	<b>5,0 %</b>
<b>Chèques et Cartes de Services</b>	<b>39</b>	<b>37</b>	<b>5,4 %</b>	<b>7,5 %</b>
<b>Frais de Direction Générale</b>	<b>(20)</b>	<b>(13)</b>	<b>54,0 %</b>	<b>54,2 %</b>
<b>Total</b>	<b>278</b>	<b>281</b>	<b>- 1,0 %</b>	<b>3,1 %</b>

Au cours du premier semestre 2004-2005, les activités situées hors de la zone Euro ont représenté 69 % du chiffre d'affaires (dont 43 % en dollars US) et 52 % du résultat d'exploitation (dont 34 % en dollars US).

### Restauration et Services

En Restauration et Services, la croissance interne du chiffre d'affaires s'élève à 3,9 % pour le premier semestre 2004-2005, dont 2,8 % en Entreprises et Administrations, 5,1 % en Education et 4,8 % en Santé.

### Analyse par zone géographique

#### Amérique du Nord

En Amérique du Nord, le chiffre d'affaires atteint 2,6 milliards d'euros avec une croissance interne qui progresse pour atteindre 4,4 % contre 4,1 % réalisés au cours de la même période du dernier exercice. Le segment Entreprises et Administrations, incluant la Défense, enregistre une baisse de la croissance interne de 1,1 %, dont un recul de 0,4 % en Entreprises et de 7,7 % dans la Défense.

Dans le segment Santé, la croissance interne s'accélère pour atteindre 7 %. Cette performance est due, tout à la fois, au développement du chiffre d'affaires sur les sites existants et au dynamisme commercial de nos équipes, tant en court séjour qu'en seniors.

Le segment Education enregistre également une performance satisfaisante avec une croissance interne de 6 %, grâce à l'accroissement de la fréquentation sur nos sites et à l'ouverture, en début d'année scolaire, des nombreux contrats signés au cours de l'été dernier.

Au cours du premier semestre, nous avons remporté plusieurs contrats importants tels que, par exemple, les services de restauration pour le New York City Health and Hospital Corporation, le Memorial Hermann System au Texas, General Electric dans plusieurs Etats et le Johnson Space Center (NASA).

Le résultat d'exploitation atteint 135 millions d'euros, soit un niveau en légère contraction par rapport à celui de la même période de l'exercice précédent, hors effet de conversion. La marge d'exploitation ressort à 5,2 % par rapport aux 5,5 % réalisés au cours du premier semestre de l'exercice passé. Trois facteurs principaux expliquent ce recul :

- la moindre fréquentation des bases de l'US Marine Corps résultant du déploiement des troupes hors des Etats-Unis et des discussions sur certains ajustements plus longues que prévues,
- les frais de démarrage d'importants contrats signés dans l'enseignement supérieur en fin d'exercice précédent, et
- une pression continue sur les frais d'assurance et de couverture sociale.

## **Europe continentale**

En Europe continentale, le chiffre d'affaires atteint 2,0 milliards d'euros avec une croissance interne de 4,1 % en nette amélioration par rapport aux 3,3 % réalisés au cours de la même période de l'exercice passé.

En dépit d'une faible croissance économique, le chiffre d'affaires du segment Entreprises et Administrations augmente de 4,9 %, avec des progressions plus fortes en France, en Espagne, en Allemagne et dans les Pays de l'Europe Centrale qu'en Scandinavie, aux Pays-Bas et en Italie.

La croissance interne du segment Education atteint 4,2 % contre 3,6 % pour la même période de l'exercice précédent en raison, notamment, de l'ouverture des contrats signés l'an passé.

Dans le segment Santé, elle n'est que de 2 %, reflétant notre grande sélectivité dans le choix de nos clients.

Parmi les derniers succès commerciaux enregistrés citons : le centre du Commissariat à l'Energie Atomique de Cadarache, plusieurs sites de la Poste en France, Russian Aluminium en Russie, Citibank à Budapest, les écoles de la ville de Duisburg en Allemagne et les hôpitaux de l'Assistance Publique de Paris

Le résultat d'exploitation s'élève à 101 millions d'euros, en progression de 15,7 % hors effet de conversion. Cette progression résulte, pour moitié, des premiers effets positifs de la réorganisation de l'activité Repas livrés dans le segment Education en France, laquelle avait ponctuellement pesé sur les résultats du premier semestre 2003-2004. Le solde reflète les gains de productivité réalisés sur les sites et la réduction des frais de structure dans les principaux pays.

La marge d'exploitation passe ainsi de 4,6 % à 5,1 %.

## **Royaume-Uni et Irlande**

Comme prévu, le chiffre d'affaires a diminué de 2,1 %, hors effet de change. L'extension des services rendus à la garnison de Colchester dans le segment Défense, ainsi que l'ouverture d'un nouvel établissement pénitentiaire à Bronzefield compensent partiellement la baisse d'activité et la rationalisation effectuée dans le segment Entreprises.

Le résultat d'exploitation fait plus que doubler pour atteindre 11 millions d'euros et la marge d'exploitation ressort à 1,7 %. Les actions entreprises depuis plus de deux ans continuent de porter leurs fruits et le redressement progressif de la rentabilité sur les sites se confirme.

La nouvelle comptabilisation des engagements en matière de retraite et prestations assimilées a un impact positif sur le résultat d'exploitation du premier semestre 2004-2005. Par contre le résultat d'exploitation du premier semestre 2003-2004 avait bénéficié des effets de la coupe du monde de rugby.

Philip Jansen a pris ses fonctions de *Chief Executive* en octobre 2004. Il met en œuvre son plan d'action avec pour objectifs :

- de créer une dynamique positive de croissance en développant le chiffre d'affaires sur les sites existants et auprès de nouveaux clients, en restauration et dans les autres services,
- de renforcer la rigueur de la gestion des sites, et
- d'assurer, à tous les niveaux, un contrôle efficace des coûts.

Philip Jansen et son équipe sont mobilisés sur leur priorité absolue : le retour à un niveau de marge d'exploitation équivalant à celui du Groupe.

## **Reste du monde**

Dans le reste du monde, le chiffre d'affaires atteint 0,6 milliard d'euros, avec une croissance interne de 7,9 %. Hors impact de la coupe du monde de rugby qui a eu lieu en Australie en novembre 2003, la croissance interne atteint 18,2 %. Nos activités en Asie, en Amérique latine et dans les Bases-Vie enregistrent toutes des taux de croissance à deux chiffres.

De nouveaux clients tels que Cerro Verde au Pérou, Shanghai General Motors Corporation et HSBC Electronic Data Processing en Chine continentale, Bechtel en Roumanie et Pride International en Angola nous ont fait confiance.

Le résultat d'exploitation s'élève à 12 millions d'euros, soit une marge de 2,2 %. Le segment des Bases-Vie bénéficie d'une reprise de l'activité forage et ses résultats progressent grâce à l'ouverture de nouveaux contrats multiservices, en mer du Nord notamment, et à la réorganisation des activités en Afrique du Nord. Par contre, la rentabilité de nos autres activités en Asie-Océanie est pénalisée par une baisse de l'activité événementielle par rapport à l'exercice précédent sur le stade de Sydney et impacté par la poursuite de nos investissements de développement sur les marchés chinois et indiens.

## **Chèques et Cartes de Services**

Le chiffre d'affaires de l'activité s'élève à 131 millions d'euros, avec un taux de croissance interne de 7,6 %. Le volume d'émission (valeur faciale des chèques et cartes multipliée par le nombre de chèques et cartes émis) s'élève à 2,6 milliards d'euros, en augmentation de 6 % par rapport à la même période de l'exercice précédent, hors effet de change et de périmètre.

Cette performance s'explique par des succès commerciaux dans le domaine des services traditionnels : Pass Restaurant, Pass Alimentation et Pass Cadeau. En Amérique latine, en Europe centrale et en Asie, Sodexo Pass a su convaincre de nouvelles entreprises de la qualité de ses solutions pour motiver et fidéliser leurs collaborateurs : dans les secteurs de l'industrie pharmaceutique (Bristol-Myers Squibb, Novartis, Aventis), de la beauté (L'Oréal) et des biens de consommation (Unilever).

La commercialisation des nouveaux services dans le domaine de l'Assistance, tels que le Pass Vacances, le Pass Crèche et le Pass Culture, renforce notre développement ; Lloyds TSB, Slovaq Telecom, la ville de Stuttgart, la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Loterie nationale belge nous ont choisi comme partenaire.

Le résultat d'exploitation s'élève à 39 millions d'euros, en augmentation de 7,5 % par rapport à la même période de l'exercice passé, hors effet de conversion. La marge d'exploitation est de 29,5 %, soit environ 1,5 % du volume d'émission.

## **Résultat exceptionnel**

Le résultat exceptionnel, négatif de 69 millions d'euros, comprend essentiellement la dotation de 60 millions d'euros correspondant à la charge estimée des indemnités et coûts de défense restant à notre charge dans le cadre du dénouement de la « class action » aux Etats-Unis.

## Impôts sur les bénéfices

Le taux d'impôt passe de 34,8 % au premier semestre 2003-2004 à 36,1 % au premier semestre 2004-2005.

## Résultat net part du Groupe

Le résultat net part du Groupe, après amortissements des écarts d'acquisition, s'élève à 67 millions d'euros, en baisse de 31,4 %.

Le résultat net part du Groupe, après amortissements des écarts d'acquisition et hors provision exceptionnelle, s'élève à 107 millions d'euros, en progression de 9,7 % et de 13,9 % hors effet de change.

## Situation financière du Groupe au 28 Février 2005

Le tableau suivant présente les éléments des flux de trésorerie.

	Exercice clos au 28 février	
	2005	2004
	<i>(millions d'euros)</i>	
Marge brute d'autofinancement.....	213	225
Variation du besoin en fonds de roulement.....	(59)	(188)
<b>Flux nets de trésorerie liés à l'activité .....</b>	<b>154</b>	<b>37</b>
Investissements corporels nets .....	(80)	(76)
Investissements financiers .....	(3)	(13)
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement.....</b>	<b>(83)</b>	<b>(89)</b>
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement .....</b>	<b>(44)</b>	<b>(18)</b>
<b>Flux nets de trésorerie .....</b>	<b>27</b>	<b>(70)</b>

La marge brute d'autofinancement (y compris dividendes reçus des sociétés mises en équivalence) s'élève à 213 millions d'euros, en baisse de 5 %, mais à un niveau comparable à celui du premier semestre de l'exercice précédent à taux de change constants. L'excédent en fonds de roulement s'est dégradé au cours du premier semestre, comme il est normal dans nos activités. Cette dégradation n'est que de 59 millions d'euros contre 188 millions d'euros au cours du premier semestre 2003-2004. Les flux de trésorerie liés à l'activité s'élèvent ainsi à 154 millions d'euros.

Les investissements corporels nets atteignent 80 millions d'euros, représentant 1,4 % du chiffre d'affaires.

Les acquisitions financières s'élèvent à 3 millions d'euros.

Les flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement sont négatifs de 44 millions d'euros en raison de notre désendettement.

L'endettement net s'est réduit de 140 millions d'euros (149 millions après reprise des provisions sur la trésorerie), dont 54 millions d'euros proviennent de l'incidence des taux de change à la date de la clôture du semestre. Ainsi, l'endettement net atteint 770 millions d'euros et ne représente plus que 40 % des capitaux propres du Groupe.

Au 28 février 2005, la dette financière brute s'élève à 2 007 millions d'euros et comprend principalement deux emprunts obligataires en euros pour 1 368 millions d'euros et des concours bancaires en dollars US pour 472 millions d'euros. Le financement par divers concours bancaires et par crédit-bail constitue le solde de l'endettement.

A la clôture du premier semestre, nos emprunts à taux fixe représentent 77 % de notre endettement et notre coût d'intérêt moyen est de 5,2 %. Le Groupe dispose de lignes de crédit bancaire non utilisées de 252 millions d'euros. Par ailleurs, au 28 février 2005, les engagements hors bilan du Groupe (voir annexe 4 note

22-1 des comptes consolidés) s'élèvent à 128 millions d'euros, soit 6,7 % des capitaux propres part du Groupe.

Le Groupe a mis en place le 29 avril 2005 un nouveau crédit syndiqué multidevises à taux variable d'un montant maximum de 460 millions d'euros et 700 millions de dollars US. Ce financement servira à rembourser par anticipation le crédit syndiqué mis en place en avril 2001 et la ligne de crédit confirmé signée en mai 2004.

## **Perspectives 2004-2005**

Au cours de l'exercice 2004-2005, la Direction Générale continue la mise en œuvre de ses axes stratégiques qui nécessite la poursuite des investissements, notamment en ressources humaines et formation :

- l'accélération de la croissance interne rentable ;
- l'amélioration du management, comme, par exemple, la création de l'école de management Sodexho pour les dirigeants ;
- l'amélioration de notre gestion opérationnelle et nos marges d'exploitation, notamment en augmentant les ressources en matière d'approvisionnement ;
- le renforcement du contrôle interne.

Michel Landel et Jean-Michel Dhenain, Directeurs Généraux Délégués du Groupe, ont fait part aux membres du Conseil d'Administration de l'évolution de l'activité au cours des premiers mois de l'année et des perspectives pour l'ensemble de l'exercice.

Ainsi, en l'état actuel de ses informations, le Conseil d'Administration a confirmé, pour l'exercice 2004-2005, les objectifs fixés en novembre 2004 :

- une croissance interne du chiffre d'affaires du même ordre que celle de l'exercice 2003-2004 ;
- une progression du résultat d'exploitation, hors effet de change, de l'ordre de 5 %.

# Comptes consolidés Groupe SODEXHO

28 février 2005

## I COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

<i>(en millions d'euros)</i>	1 <sup>er</sup> semestre 2004-2005	% CA	Variation	1 <sup>er</sup> semestre 2003-2004	Exercice 2003-2004
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>5 890</b>	<b>100 %</b>	<b>0,0%</b>	<b>5 890</b>	<b>11 494</b>
Autres produits d'exploitation	22			21	40
Achats consommés	(2 040)	(34,6%)		(2 048)	(3 942)
Charges de personnel	(2 699)	(45,8%)		(2 695)	(5 277)
Autres charges d'exploitation	(755)	(12,8%)		(743)	(1 505)
Impôts et taxes	(46)	(0,8%)		(41)	(82)
Dotations aux amortissements et provisions	(94)	(1,6%)		(103)	(213)
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>278</b>	<b>4,7%</b>	<b>(1,0%)</b>	<b>281</b>	<b>515</b>
Charges et produits financiers	(55)	(0,9%)	(15,1%)	(65)	(118)
<b>RESULTAT COURANT DES ENTREPRISES INTEGREES</b>	<b>223</b>	<b>3,8%</b>	<b>3,3%</b>	<b>216</b>	<b>397</b>
Charges et produits exceptionnels	(69)	(1,2%)		(11)	(33)
Impôts sur les résultats	(55)	(0,9%)		(71)	(109)
<b>RESULTAT NET DES ENTREPRISES INTEGREES</b>	<b>99</b>	<b>1,7%</b>	<b>(26,3%)</b>	<b>134</b>	<b>255</b>
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence				1	1
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	(28)	(0,5%)	(1,7%)	(29)	(59)
<b>RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE</b>	<b>71</b>	<b>1,2%</b>	<b>(33,7%)</b>	<b>106</b>	<b>197</b>
Intérêts minoritaires	4			9	14
<b>RESULTAT NET PART DU GROUPE</b>	<b>67</b>	<b>1,1%</b>	<b>(31,4%)</b>	<b>97</b>	<b>183</b>
<b>RESULTAT NET PART DU GROUPE PAR ACTION (en euro)</b>	<b>0,42</b>		<b>(31,4%)</b>	<b>0,61</b>	<b>1,15</b>
<b>RESULTAT NET PART DU GROUPE DILUE PAR ACTION (en euro)</b>	<b>0,42</b>		<b>(29,5%)</b>	<b>0,59</b>	<b>1,15</b>

## II BILAN CONSOLIDE

<b>ACTIF</b> (en millions d'euros)	Au 28 février 2005	Au 31 août 2004	Au 29 février 2004
<b>ACTIF IMMOBILISE NET</b>			
Ecarts d'acquisition	1 316	1 394	1 402
Immobilisations incorporelles	2 355	2 519	2 486
Immobilisations corporelles	351	362	365
Immobilisations financières	63	66	62
Titres mis en équivalence	22	14	19
<b>Total actif immobilisé</b>	<b>4 107</b>	<b>4 355</b>	<b>4 334</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>			
Stocks et en-cours	178	163	172
Clients et comptes rattachés	1 571	1 368	1 589
Autres créances et comptes de régularisation	592	552	565
Valeurs mobilières de placement	614	536	632
Fonds réservés	159	168	150
Disponibilités	464	505	394
<b>Total actif circulant</b>	<b>3 578</b>	<b>3 292</b>	<b>3 502</b>
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>7 685</b>	<b>7 647</b>	<b>7 836</b>
<b>PASSIF</b> (en millions d'euros)	Au 28 février 2005	Au 31 août 2004	Au 29 février 2004
<b>CAPITAUX PROPRES (Part du Groupe)</b>			
Capital	636	636	636
Primes	1 186	1 186	1 186
Réserves et résultat consolidés	82	370	251
<b>Total des capitaux propres (Part du Groupe)</b>	<b>1 904</b>	<b>2 192</b>	<b>2 073</b>
<b>INTERETS MINORITAIRES</b>	<b>17</b>	<b>25</b>	<b>70</b>
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>154</b>	<b>93</b>	<b>86</b>
<b>DETTES</b>			
Emprunts et dettes financières	2 007	2 128	2 370
Fournisseurs et comptes rattachés	1 080	1 035	1 041
Chèques et Cartes de Services à rembourser	954	843	852
Autres dettes et comptes de régularisation	1 569	1 331	1 344
<b>Total des dettes</b>	<b>5 610</b>	<b>5 337</b>	<b>5 607</b>
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>7 685</b>	<b>7 647</b>	<b>7 836</b>

### III TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

<i>(en millions d'euros)</i>	1 <sup>er</sup> semestre 2004/2005	1 <sup>er</sup> semestre 2003/2004	Exercice 2003/2004
<b>FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE</b>			
Résultat net des sociétés intégrées	70	104	197
<b>Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité</b>			
Amortissements et provisions	173	124	263
Variation des impôts différés	(32)	(4)	(14)
Moins : Résultat net d'impôt des cessions et autres	2	(2)	1
<b>Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées</b>	<b>213</b>	<b>222</b>	<b>447</b>
Dividendes reçus de sociétés mises en équivalence	0	3	4
Variation du BFR lié à l'activité	(59)	(188)	163
<b>Flux net de trésorerie lié à l'activité</b>	<b>154</b>	<b>37</b>	<b>614</b>
<b>FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</b>			
Acquisitions d'immobilisations	(88)	(81)	(181)
Cessions d'immobilisations	8	3	19
Incidence des variations de périmètre	(5)	(14)	(74)
Variation du BFR lié aux opérations d'investissement	2	3	(9)
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement</b>	<b>(83)</b>	<b>(89)</b>	<b>(245)</b>
<b>FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT</b>			
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	(109)	(97)	(95)
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	(3)	(3)	(8)
Augmentation des capitaux propres	0	0	1
Emission d'emprunts et dettes financières	133	126	271
Remboursement d'emprunts et dettes financières	(192)	(133)	(541)
Variation du BFR lié aux opérations de financement	127	89	(29)
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement</b>	<b>(44)</b>	<b>(18)</b>	<b>(401)</b>
<b>VARIATION DE TRESORERIE</b>			
	<b>27</b>	<b>(70)</b>	<b>(32)</b>
Trésorerie nette d'ouverture	1 209	1 278	1 278
Plus : provisions à l'ouverture	12	8	8
Trésorerie nette de clôture	1 237	1 176	1 209
Plus : provisions à la clôture	3	1	12
Moins : Incidence des écarts de change	8	39	33
<b>VARIATION DE TRESORERIE</b>			
	<b>27</b>	<b>(70)</b>	<b>(32)</b>

## **IV ANNEXE**

### **1. Faits marquants de la période ou postérieurs à celle-ci**

Le 27 avril 2005, un accord transactionnel a été conclu dans le cadre de la « class action » intentée en justice aux Etats-Unis contre Sodexho Marriott Services, Inc., devenu ensuite Sodexho, Inc. Cet accord est soumis aux approbations du Juge Ellen Huvelle.

Au terme de cet accord, Sodexho, Inc., afin d'éviter les inconvénients d'une longue procédure, met fin à ce contentieux, sans pour autant reconnaître une quelconque responsabilité.

Sodexho, Inc. s'engage, à hauteur de 80 millions de dollars, à payer des indemnités aux plaignants remplissant les conditions requises et à payer les honoraires de leurs avocats. La société continuera à développer ses programmes pour favoriser l'égalité des chances .

Une dotation de 78 millions de dollars (60 millions d'euros) a été enregistrée dans les comptes au 28 février 2005 en complément de la provision exceptionnelle existante de 10 millions de dollars (8 millions d'euros).

L'impact net d'impôt de cet accord s'élève à – 40 millions d'euros dans le compte de résultat au 28 février 2005.

### **2. Principes comptables, méthodes d'évaluation et modalités de consolidation, comparabilité des comptes**

Les comptes consolidés semestriels du Groupe ont été établis en conformité avec le règlement du Comité de la Réglementation Comptable N°99-02 et l'avis du Conseil National de la Comptabilité relatif aux comptes intermédiaires.

Les comptes consolidés semestriels sont établis selon les mêmes méthodes d'arrêté comptable que les comptes annuels, y compris pour le calcul de l'impôt, qui, compte tenu de la nature de nos activités, peut être établi avec une précision suffisante.

Les comptes consolidés sont établis selon des règles d'évaluation et de présentation identiques à celles de l'exercice précédent à l'exception du changement de méthode concernant les retraites et prestations assimilées (voir ci dessous 2.2)

En application de la recommandation n°2003-R01 du Conseil National de la Comptabilité, le Groupe a opté pour la méthode préférentielle de comptabilisation des engagements de retraite et prestations assimilées.

Les chiffres figurant dans les tableaux sont exprimés en millions d'euros.

#### **2.1. Chiffres d'affaires**

En Restauration et Services, les produits et revenus sont constatés à la suite de la réalisation de la prestation de services suivant les conditions contractuelles.

Le chiffre d'affaires de l'activité Chèques et Cartes de Services comprend les commissions reçues des clients, les commissions reçues des affiliés et les produits financiers provenant des placements des fonds dégagés par l'activité.

## 2.2. Engagements de retraite et prestations assimilées

Le Groupe comptabilise à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2004 la totalité des engagements retraites et prestations assimilées dans ses comptes consolidés.

L'adoption de cette méthode préférentielle a un impact net d'impôt de -104 millions d'euros sur les capitaux propres consolidés du Groupe. Les dettes fiscales et sociales augmentent de 148 millions d'euros et les impôts différés actif de 44 millions d'euros.

La méthode actuarielle retenue par le Groupe pour évaluer ces engagements est la méthode prospective avec projection du salaire en fin de carrière (Méthode des unités de crédits projetés).

Le calcul des engagements tient compte notamment de l'ancienneté, de l'espérance de vie et du taux de rotation des salariés et suppose la prise en compte d'hypothèses économiques telles que : taux d'inflation, taux de rendement des actifs, taux d'actualisation.

Les effets cumulés des écarts actuariels seront amortis sur la durée d'activité moyenne résiduelle des salariés actifs s'ils représentent plus de 10% de la valeur la plus élevée entre l'engagement brut et la valeur de marché des actifs de couverture (principe du corridor).

La charge comptabilisée en compte de résultat est constituée :

- des droits acquis au cours de la période
- de la variation de l'actualisation des droits acquis
- du produit des fonds externes
- de l'incidence des modifications éventuelles des régimes sur les années antérieures ou les nouveaux régimes
- de l'amortissement des écarts actuariels

La dette correspondante, représentant les engagements évalués nets des fonds de couverture externes, est enregistrée en dettes fiscales et sociales au bilan.

Les caractéristiques des principaux régimes en vigueur au sein du Groupe sont les suivantes :

En France, les engagements sont constitués par des indemnités de fin de carrière, payables lors du départ en retraite de l'employé s'il fait encore partie de la société, et des médailles du travail. Ces engagements sont principalement couverts par les dettes constituées à cet effet au bilan.

Au Royaume-Uni, les engagements, couverts partiellement par des fonds externes, correspondent à un service de retraite complémentaire calculé :

- Pour le personnel d'encadrement affecté au secteur privé, sur une quote-part du salaire de base de fin de carrière. Pour le personnel d'encadrement affecté au secteur public, sur des prestations comparables à celles prévues dans ce secteur.

Il a été décidé de fermer le régime aux nouveaux salariés à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2003 et d'augmenter les cotisations aux fonds ce qui devra permettre de couvrir intégralement l'engagement à l'issue d'une période de 8 ans.

En Europe Continentale (hors France), les principaux plans à prestations définies concernent :

- l'Italie où il s'agit d'un engagement légal de versement d'une indemnité de cessation de contrat de travail (TFR). A chaque clôture d'exercice, les droits définitivement acquis aux salariés sont valorisés et actualisés selon les conditions légales et intégralement comptabilisés en dettes.
- les Pays-Bas où des compléments de retraite ou pré-retraite sont accordés à certains salariés.

## 2.3. Stock-options

SODEXHO ALLIANCE a accordé des options d'achat de titres SODEXHO à des salariés du Groupe et, à cette fin, la Société se porte acquéreur de ses propres titres qu'elle enregistre en valeurs mobilières de placement. Une provision est constatée si, à la clôture d'un exercice, la valeur unitaire des titres en portefeuille est supérieure au prix d'exercice.

Si le nombre d'actions en portefeuille est inférieur aux options accordées et potentiellement exerçables, une dette est constatée, calculée sur l'écart entre le cours de bourse du titre à la clôture et son prix d'exercice multiplié par le nombre d'actions restant à acquérir.

## 2.4. Résultat exceptionnel

Les charges et produits exceptionnels sont constitués des éléments significatifs qui en raison de leur nature ou de leur caractère inhabituel et de leur non récurrence ne peuvent être considérés comme inhérents à l'activité opérationnelle du Groupe. Il s'agit notamment des plus ou moins-values de cession d'actifs, de charges de restructuration, de dépréciations exceptionnelles d'immobilisations corporelles et incorporelles, ou des provisions ou charges relatives aux engagements de plans d'options d'achat accordés aux salariés.

## 2.5. Modalités de calcul du résultat net par action

Le résultat net par action et le résultat net dilué par action sont calculés selon les modalités de l'avis n° 27 de l'Ordre des Experts Comptables.

Le résultat net par action est déterminé en divisant le bénéfice net par le nombre moyen d'actions en circulation au cours de l'exercice.

Pour le calcul du résultat net dilué par action, le dénominateur est majoré du nombre d'actions qui pourraient potentiellement être créées et le numérateur est augmenté de la rémunération, nette d'impôt et calculée au taux moyen mensuel du marché monétaire euro, de la trésorerie qui résulterait de cette émission d'actions.

Au 28 février 2005, il n'existe plus aucun engagement de créer des actions nouvelles. Le résultat net dilué par action est donc identique au résultat net par action.

## 2.6 Conversion de devises

### Pour les pays à monnaie stable

Les comptes des sociétés étrangères sont convertis, pour le bilan, sur la base des taux de change à la clôture.

Les comptes des sociétés étrangères sont convertis, pour le compte de résultat et le tableau de flux de trésorerie, sur la base de la moyenne des taux de change moyens mensuels de la période.

Les taux de change moyens mensuels sont la moyenne entre les taux de clôture du mois et les taux de clôture du mois précédent.

Les taux retenus proviennent des cotations à la Bourse de Paris et sur les grandes places financières internationales.

L'écart entre le résultat net converti au taux moyen et le résultat net converti au taux de clôture, ainsi que l'écart de conversion sur la situation d'ouverture représentatif des intérêts du Groupe, sont portés dans les capitaux propres.

L'ajustement des opérations intragroupe, résultant des écarts de change sur les opérations en devises figure au compte de résultat dans le poste « Pertes et gains de change ».

## Pour les autres pays

Les corrections monétaires d'ordre réglementaire ont été maintenues dans les comptes des filiales des pays suivants : Argentine, Chili, Colombie, Mexique, Pérou, Turquie et Venezuela.

Le maintien en consolidation des corrections monétaires d'ordre réglementaire n'a aucun impact sur le résultat consolidé, le solde des écarts étant porté dans les capitaux propres.

Les écarts de conversion résiduels entre l'application de la correction monétaire et l'utilisation du cours de clôture sont, comme pour les pays à monnaie stable, portés dans les capitaux propres.

Pour les pays à forte inflation, l'écart entre le résultat net converti au taux moyen et le résultat net converti au taux de clôture est porté en résultat financier.

Au 28 février 2005, aucun des pays dans lesquels le Groupe exerce ses activités ne répond aux critères de pays à forte inflation.

Les écarts de conversion des actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères sont comptabilisés en résultat financier.

Les différences de change ayant trait à un élément monétaire qui fait en substance partie intégrante de l'investissement net d'une entreprise dans une entreprise étrangère consolidée, sont inscrites dans les capitaux propres consolidés jusqu'à la cession ou la liquidation de cet investissement net.

## 2.7. Valeurs d'entrée des actifs et des passifs

Les actifs et les passifs des sociétés entrées dans le périmètre de consolidation à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2000 ont été évalués à leur juste valeur.

L'entrée dans le périmètre de consolidation du Groupe à leur juste valeur des sociétés SODEXHO, INC., WOOD DINING SERVICES, SOGERES, SODEXHO SERVICES GROUP LTD, SODEXHO SCANDINAVIAN HOLDING AB et UNIVERSAL SERVICES, a conduit à comptabiliser des immobilisations incorporelles correspondant aux valeurs de portefeuille de contrats représentatifs de parts de marchés significatives que détiennent ces six sociétés dans leurs principaux marchés (Etats-Unis, France, Royaume-Uni, Irlande, Pays-Bas, Australie et Suède).

Il n'est pas constaté d'impôt différé sur les écarts d'évaluation affectés à ces valeurs.

Le poste «Ecart d'acquisition» représente le solde de la différence constatée, lors de l'entrée d'une entreprise dans le périmètre de consolidation, entre le coût d'acquisition de ces sociétés et la part du Groupe dans la juste valeur des actifs et passifs acquis. La pérennité des marchés dans lesquels les sociétés du Groupe se sont engagées a conduit celui-ci à retenir, dans la quasi-totalité des cas, une durée d'amortissement des écarts d'acquisition de trente ans (calculée prorata temporis pour la première année).

Les portefeuilles de contrats représentatifs de parts de marché ont été valorisés en fonction du chiffre d'affaires et du résultat d'exploitation réalisés dans les principaux marchés concernés au moment de leur acquisition par le Groupe. Ces valorisations font l'objet d'un suivi à chaque clôture.

Ces valeurs de contrats représentatifs de parts de marchés ne sont pas amorties dans les comptes consolidés du Groupe. Elles font l'objet d'une dépréciation s'il est constaté une diminution significative de leur valeur sur plus de deux exercices consécutifs, calculée sur la base des données réelles par comparaison avec les montants d'origine.

Comme indiqué au 31 août 2003, cette valorisation de nos parts de marché est, comme la valorisation de nos écarts d'acquisition, également confortée par un calcul de la valeur d'usage de ces actifs basé sur des flux de trésorerie futurs actualisés, dont la méthode est définie ci-dessous.

Il a été procédé, au 28 février 2005, aux évaluations prévues par le règlement du CRC n° 2002-10 du 12 décembre 2002 qui indique, notamment, que la valeur actuelle d'un actif est définie comme la valeur la plus élevée entre la valeur vénale et la valeur d'usage.

- La valeur vénale est calculée sur la base des critères retenus lors de l'acquisition correspondant essentiellement au chiffre d'affaires et au résultat d'exploitation, en utilisant des ratios constatés lors de transactions récentes.
- La valeur d'usage est déterminée sur la base des flux de trésorerie après impôts établis à partir des plans d'activité établis par le management à trois ans et étendus au-delà de cet horizon. Le taux de croissance retenu au delà de cette période correspond au taux de croissance des secteurs d'activité et à la zone géographique concernée. L'actualisation des flux de trésorerie est effectuée sur la base du coût moyen du capital.
- La valeur actuelle ainsi déterminée est ensuite comparée à l'ensemble des actifs comprenant les actifs incorporels, les autres actifs d'exploitation immobilisés, ainsi que le besoin en fonds de roulement.

Ces évaluations ne font pas apparaître de nécessité de dépréciation de nos actifs au 28 février 2005.

## **2.8. Autres immobilisations**

Dès lors que le Groupe supporte substantiellement l'ensemble des risques et avantages attachés à l'exploitation des biens, les contrats de location-financement sont comptabilisés :

- au bilan : en immobilisations corporelles et endettements,
- au compte de résultat : en amortissements et en charges financières.

Les amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles retenus sont ceux figurant dans les comptes sociaux de chaque société et tiennent compte des conditions économiques et climatiques locales. L'amortissement linéaire est considéré comme l'amortissement économiquement justifié.

Les taux généralement retenus pour le Groupe sont les suivants :

- Logiciels	25 %
- Progiciels de gestion intégrée	20 %
- Constructions	Entre 3,33 % et 5 %
- Installations générales et agencements	10 %
- Matériel et outillage	Entre 10 % et 50 %
- Matériel de transport	25 %
- Matériel de bureau et informatique	Entre 20 % et 25 %
- Autres immobilisations corporelles	10 %

## **2.9. Titres de participation des sociétés non consolidées**

Ces titres de participation figurent au bilan consolidé à leur coût d'acquisition. Ils font l'objet de provisions pour dépréciation lorsque leur valeur d'utilité devient durablement inférieure à leur valeur comptable. La valeur d'utilité est déterminée sur la base de différents critères tels que la valeur de marché ou le cours de bourse, les perspectives de rentabilité ou les capitaux propres réévalués. Les dividendes reçus des sociétés non consolidées sont comptabilisés en produits au cours de l'année de leur encaissement.

## **2.10. Créances clients et comptes rattachés**

Les créances clients sont enregistrées à leur valeur nominale.

Les créances considérées comme douteuses font l'objet de dépréciations déterminées en fonction de leur risque de non recouvrement.

## **2.11. Impôts différés**

Les impôts différés proviennent des différences entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs (à l'exception des valeurs de contrats représentatifs de parts de marché et des écarts d'acquisition).

En l'absence de certitude sur les échéances, les impôts différés n'ont pas fait l'objet d'un calcul d'actualisation.

Les impôts différés Actif résiduels sur reports déficitaires (après imputation des impôts différés Passif) n'ont été constatés que si leur récupération a été jugée probable.

## **2.12. Chèques et Cartes de Services à rembourser**

Les Chèques et Cartes de Services à rembourser représentent la valeur faciale des titres en circulation ou retournés à SODEXHO mais non encore remboursés aux affiliés.

## **2.13. Instruments financiers**

La politique du Groupe est de financer les acquisitions dans la monnaie de la société acquise et en privilégiant les taux fixes. Pour l'essentiel des emprunts négociés à taux variable, il a été procédé à des swaps de taux et dans la plupart des cas où des emprunts ont été faits dans une monnaie différente, il a été procédé à des swaps de devises.

Toutes les positions initiées par le Groupe sont désignées comme étant des opérations de couverture, le Groupe n'effectuant pas de transactions à but spéculatif.

Comptabilisation des swaps :

Pour les swaps adossés à des prêts-emprunts intragroupe, le différentiel entre la valeur de l'emprunt au taux du swap et la valeur de l'emprunt résultant de l'utilisation des taux de change utilisés pour l'établissement des comptes consolidés a été enregistré en emprunt.

Pour les autres swaps, les emprunts correspondants ont été enregistrés directement aux conditions de taux et de devise des swaps.

## **2.14. Frais d'émission d'emprunts**

Les charges sur émission d'emprunts sont amorties sur la durée de vie de ces emprunts.

## **2.15. Provisions pour risques et charges**

Les provisions pour risques et charges sont constituées pour faire face à des sorties de ressources probables au profit de tiers, sans contrepartie pour le Groupe. Elles comprennent, notamment, des provisions destinées à faire face à des risques et litiges de nature commerciale, sociale ou fiscale liés à l'exploitation.

### 3. ANALYSE SECTORIELLE

---

<i>(En millions d'euros)</i>	1 <sup>er</sup> semestre 2004/2005	Variation	1 <sup>er</sup> semestre 2003/2004
<b>Chiffre d'affaires</b>			
• <b>Par secteur d'activité :</b>			
Restauration et Services			
Amérique du Nord	2 586	-2,8%	2 661
Europe Continentale	1 981	4,4%	1 898
Grande-Bretagne et Irlande	640	-2,2%	654
Reste du monde	552	0,4%	550
Chèques et Cartes de Services	131	3,7%	127
<b>TOTAL</b>	<b>5 890</b>	<b>0,0%</b>	<b>5 890</b>
• <b>Par zone géographique :</b>			
Amérique du Nord	2 586	-2,8%	2 661
France	947	2,3%	926
Grande Bretagne et Irlande	642	-2,3%	657
Autres pays d'Europe	1 105	6,4%	1 039
Reste du monde	610	0,5%	607
<b>TOTAL</b>	<b>5 890</b>	<b>0,00%</b>	<b>5 890</b>

	1 <sup>er</sup> semestre 2004/2005	Variation	1 <sup>er</sup> semestre 2003/2004
<b>Immobilisations nettes</b>			
<b>Par secteur d'activité :</b>			
Restauration et Services			
Amérique du Nord	2 222	-7,4%	2 399
Europe continentale	714	-0,3%	716
Grande-Bretagne et Irlande	847	-5,5%	896
Reste du monde	145	-4,3%	152
Chèques et Cartes de Services	146	5,5%	138
Holdings	32	-3,6%	33
<b>TOTAL</b>	<b>4 106</b>	<b>-5,3%</b>	<b>4 334</b>
<b>Par zone géographique :</b>			
Amérique du Nord	2 222	-7,4%	2 399
France	359	0,4%	357
Grande-Bretagne et Irlande	847	-5,5%	897
Autres pays d'Europe	419	-0,8%	422
Reste du monde	259	0,8%	259
<b>TOTAL</b>	<b>4 106</b>	<b>-5,3%</b>	<b>4 334</b>
<b>Résultat d'exploitation</b> (avant frais de Direction Générale imputés)			
<b>Par secteur d'activité :</b>			
Restauration et Services			
Amérique du Nord	135	- 7,5%	146
Europe continentale	101	15,8%	87
Grande-Bretagne et Irlande	11	104,6%	5
Reste du monde	12	-33,8%	19
Chèques et Cartes de Services	39	5,4%	37
Holdings	(20)	53,9%	(13)
<b>TOTAL</b>	<b>278</b>	<b>-1,0%</b>	<b>281</b>

## 4. Autres analyses du compte de résultat, du bilan et tableau des flux de trésorerie

### 4.1. Résultat d'exploitation : amortissements et provisions

	1 <sup>er</sup> semestre 2004-2005	1 <sup>er</sup> semestre 2003-2004
<b>Dotations</b>		
Amortissements des immobilisations corporelles, incorporelles et charges différés	87	99
Provision sur éléments d'actif circulant.....	11	11
Provisions pour risques et charges.....	8	6
<b>Total</b>	<b>106</b>	<b>116</b>
<b>Reprises</b>		
Provisions sur éléments d'actif circulant.....	(8)	(6)
Provisions pour risques et charges.....	(4)	(7)
<b>Total</b>	<b>(12)</b>	<b>(13)</b>
<b>Dotations nettes</b>	<b>94</b>	<b>103</b>

### 4.2. Résultat financier

	1 <sup>er</sup> semestre 2004-2005	1 <sup>er</sup> semestre 2003-2004
Produits financiers.....	9	15
Variation nette des provisions : dotations (-) reprises (+).....	(3)	(3)
Ecart de change nets : gains (+) pertes (-).....	(3)	(3)
Charges financières.....	(58)	(74)
<b>TOTAL</b>	<b>(55)</b>	<b>(65)</b>

Les charges financières du 1<sup>er</sup> semestre 2004-2005 comprennent notamment les intérêts des emprunts obligataires de 1999 et 2002 pour 36 millions d'euros, les intérêts des concours bancaires accordés en avril 2001 à notre filiale SODEXHO INC., pour 11 millions d'euros ainsi que les intérêts sur la ligne de crédit confirmée mise en place en mai 2004 pour un montant de 3 millions d'euros.

### 4.3. Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel, négatif de 69 millions d'euros, comprend essentiellement la dotation de 78 millions de dollars (60 millions d'euros) correspondant à la charge estimée des indemnités et coûts de défense restant à notre charge dans le cadre du dénouement du litige aux Etats-Unis.

#### 4.4. Impôts sur les bénéfices

##### Rapprochement entre la charge d'impôt comptabilisée et la charge d'impôt théorique

Résultat courant des entreprises intégrées.....	223
Charges et produits exceptionnels.....	(69)
<b>Résultat comptable avant impôt .....</b>	<b>154</b>
Taux d'impôt de SODEXHO ALLIANCE.....	34,93%
<b>Charge d'impôt théorique .....</b>	<b>(54)</b>
Différence de taux d'impôt pour les résultats obtenus par l'activité exercée dans d'autres pays que celui de l'entreprise consolidante.....	2
Charges ou produits définitivement non déductibles ou non imposables .....	0
Autres impositions (-) et remboursements d'impôts (+).....	(2)
Reports déficitaires utilisés au cours de l'exercice n'ayant pas donné lieu au cours des exercices précédents à la comptabilisation d'un impôt différé actif .....	1
Reports déficitaires générés au cours de l'exercice n'ayant pas donné lieu à la comptabilisation d'un impôt différé actif .....	(2)
<b>Charge d'impôt réelle .....</b>	<b>(55)</b>
Impôts sur le résultat.....	(87)
Impôts différés .....	32
Soit.....	<b>(55)</b>
Retenues à la source.....	<b>0</b>
<b>Total Impôts sur les résultats .....</b>	<b>(55)</b>

## 4.5. Ecarts d'acquisition

		Montants au 31 août 2004	Augmentations de l'exercice	Diminutions de l'exercice	Ecarts de change	Montants au 28 février 2005
SODEXHO, INC.	Brut	898,5			(55,0)	843,5
	<i>Amortissements</i>	<i>(115,0)</i>	<i>(14,3)</i>		6,2	<i>(123,1)</i>
SODEXHO ROYAUME-UNI (consolidé) (1)	Brut	348,4			(6,9)	341,5
	<i>Amortissements</i>	<i>(104,4)</i>	<i>(5,7)</i>		2,1	<i>(108,0)</i>
SODEXHO PASS DO BRAZIL	Brut	86,4			0,4	86,8
	<i>Amortissements</i>	<i>(15,2)</i>	<i>(1,4)</i>		(0,1)	<i>(16,7)</i>
SOGERES	Brut	53,9				53,9
	<i>Amortissements</i>	<i>(5,6)</i>	<i>(0,9)</i>			<i>(6,5)</i>
SODEXHO SCANDINAVIAN HOLDING AB	Brut	56,9	0,9		0,2	58,0
	<i>Amortissements</i>	<i>(12,8)</i>	<i>(0,9)</i>		(0,1)	<i>(13,8)</i>
SODEXHO ESPAÑA	Brut	28,5				28,5
	<i>Amortissements</i>	<i>(9,3)</i>	<i>(0,5)</i>			<i>(9,8)</i>
SODEXHO BELGIQUE	Brut	24,1	0,1			24,2
	<i>Amortissements</i>	<i>(9,5)</i>	<i>(0,4)</i>			<i>(9,9)</i>
LUNCHEON TICKETS	Brut	32,8				32,8
	<i>Amortissements</i>	<i>(4,6)</i>	<i>(0,5)</i>			<i>(5,1)</i>
SODEXHO ITALIA (consolidé)	Brut	17,7				17,7
	<i>Amortissements</i>	<i>(3,8)</i>	<i>(0,3)</i>			<i>(4,1)</i>
UNIVERSAL SERVICES	Brut	17,2				17,2
	<i>Amortissements</i>	<i>(2,7)</i>	<i>(0,3)</i>			<i>(3,0)</i>
Sodexho Allemagne (consolidé)	Brut	15,7				15,7
	<i>Amortissements</i>	<i>(5,2)</i>	<i>(0,3)</i>			<i>(5,5)</i>
Autres écarts d'acquisition	Brut	142,8	1,2	0,8	0,5	143,7
	<i>Amortissements</i>	<i>(40,5)</i>	<i>(2,7)</i>	<i>(0,8)</i>	<i>(0,1)</i>	<i>(42,5)</i>
<b>Total</b>	Brut	1 722,9	2,2	0,8	(60,8)	1 663,5
	<i>Amortissements</i>	<i>(328,6)</i>	<i>(28,2)</i>	<i>(0,8)</i>	8,0	<i>(348,0)</i>
	Net	1 394,3	(26,0)	0,0	(52,8)	1 315,5

(1) Incluant l'ensemble des filiales internationales du groupe GARDNER MERCHANT lors de son acquisition (Royaume-Uni, Irlande, Pays-Bas, Etats-Unis, France et Australie), ainsi que les acquisitions postérieures.

## 4.6. Variation des immobilisations incorporelles

	Montants au 31 août 2004	Augmentations de l'exercice	Diminutions de l'exercice	Variations de périmètre	Ecart de change	Montants au 28 février 2005
<b>PARTS DE MARCHÉ <sup>(1)</sup></b>						
Amérique du Nord (RS) .....	1 502,9				(129,9)	1 373,0
Amérique du Nord (GBV)....	36,1		9,7		(3,0)	23,4
Royaume-Uni et Irlande.....	554,1				(11,4)	542,7
Pays-Bas .....	86,1					86,1
Suède .....	78,2				0,6	78,8
Australie .....	10,5				0,4	10,9
France .....	137,0					137,0
<b>Valeurs brutes.....</b>	<b>2 404,9</b>	<b>0,0</b>	<b>9,7</b>	<b>0,0</b>	<b>(143,3)</b>	<b>2 251,9</b>
Provisions (Australie).....	0,0					0,0
<b>Valeurs nettes .....</b>	<b>2 404,9</b>	<b>0,0</b>	<b>9,7</b>	<b>0,0</b>	<b>(143,3)</b>	<b>2 251,9</b>
<b>AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES <sup>(2)</sup></b>						
<b>Valeurs brutes.....</b>	196,7	8,4	1,5	0,0	(5,9)	197,7
Amortissements et provisions .....	(82,5)	(16,7)	(1,0)	0,0	4,1	(94,1)
<b>Valeurs nettes .....</b>	<b>114,2</b>	<b>(8,3)</b>	<b>0,5</b>	<b>0,0</b>	<b>(1,8)</b>	<b>103,6</b>
<b>TOTAL</b>						
<b>Valeurs brutes.....</b>	2 601,6	8,4	11,2	0,0	(149,2)	2 449,6
Amortissements et provisions .....	(82,5)	(16,7)	(1,0)	0,0	4,1	(94,1)
<b>Valeurs nettes .....</b>	<b>2 519,1</b>	<b>(8,3)</b>	<b>10,2</b>	<b>0,0</b>	<b>(145,1)</b>	<b>2 355,5</b>

RS = Restauration et Services

GBV = Gestion de Bases-Vie

(1) Les critères retenus pour la valorisation des portefeuilles de contrats représentatifs de parts de marché et leur évaluation à la clôture de l'exercice sont décrits dans le paragraphe 2.7.

(2) Les autres immobilisations incorporelles comprennent principalement les logiciels pour une valeur nette de 78 millions d'euros au 28 février 2005.

## 4.7. Variation des immobilisations corporelles

	Montants au 31 août 2004	Augmentation de l'exercice	Diminution de l'exercice	Variation de périmètre	Ecarts de change et autres	Montants au 28 février 2005
<b>TERRAINS</b>						
Valeurs brutes .....	8,2		2,3		(0,1)	5,8
Provisions.....	(0,6)		(0,2)			(0,4)
<b>Valeurs nettes.....</b>	<b>7,6</b>	<b>0,0</b>	<b>2,1</b>	<b>0,0</b>	<b>(0,1)</b>	<b>5,4</b>
<b>CONSTRUCTIONS</b>						
Valeurs brutes .....	84,3	1,7	3,8		2,7	84,9
Amortissements .....	(34,9)	(2,2)	(2,3)		(0,8)	(35,6)
<b>Valeurs nettes.....</b>	<b>49,4</b>	<b>(0,5)</b>	<b>1,5</b>	<b>0,0</b>	<b>1,9</b>	<b>49,3</b>
<b>INSTALLATIONS GENERALES</b>						
Valeurs brutes .....	132,9	5,4	6,8		(2,6)	128,9
Amortissements .....	(80,1)	(7,4)	(5,0)		2,3	(80,2)
<b>Valeurs nettes.....</b>	<b>52,8</b>	<b>(2,0)</b>	<b>1,8</b>	<b>0,0</b>	<b>(0,3)</b>	<b>48,7</b>
<b>MATERIEL ET OUTILLAGE</b>						
Valeurs brutes .....	358,7	22,5	13,5		(2,5)	365,2
Amortissements .....	(232,2)	(24,5)	(11,0)		3,2	(242,5)
<b>Valeurs nettes.....</b>	<b>126,5</b>	<b>(2,0)</b>	<b>2,5</b>	<b>0,0</b>	<b>0,7</b>	<b>122,7</b>
<b>MATERIEL DE TRANSPORT</b>						
Valeurs brutes .....	71,6	7,6	3,0	(0,1)	(10,6)	65,5
Amortissements .....	(53,5)	(3,3)	(2,4)	0,1	10,3	(44,0)
<b>Valeurs nettes.....</b>	<b>18,1</b>	<b>4,3</b>	<b>0,6</b>	<b>0,0</b>	<b>(0,3)</b>	<b>21,5</b>
<b>MATERIEL DE BUREAU ET INFORMATIQUE</b>						
Valeurs brutes .....	190,4	12,6	6,7	(0,5)	(7,2)	188,6
Amortissements .....	(136,8)	(13,8)	(6,1)	0,5	4,4	(139,6)
<b>Valeurs nettes.....</b>	<b>53,6</b>	<b>(1,2)</b>	<b>0,6</b>	<b>0,0</b>	<b>(2,8)</b>	<b>49,0</b>
<b>AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>						
Valeurs brutes .....	109,5	13,0	3,5		(8,9)	110,1
Amortissements .....	(55,6)	(5,9)	(4,5)		1,2	(55,8)
<b>Valeurs nettes.....</b>	<b>53,9</b>	<b>7,1</b>	<b>(1,0)</b>	<b>0,0</b>	<b>(7,7)</b>	<b>54,3</b>
<b>TOTAL</b>						
Valeurs brutes .....	955,6	62,8	39,6	(0,6)	(29,2)	949,0
Amortissements .....	(593,7)	(57,1)	(31,5)	0,5	20,7	(598,1)
<b>Valeurs nettes.....</b>	<b>361,9</b>	<b>5,7</b>	<b>8,1</b>	<b>(0,1)</b>	<b>(8,5)</b>	<b>350,9</b>

### Location-financement

Les biens inscrits en immobilisations corporelles, qui font l'objet de contrats de location-financement, représentent un montant brut de 123 millions d'euros, amorti à hauteur de 83 millions d'euros, soit une valeur nette de 40 millions d'euros au 28 février 2005 (44 millions d'euros au 31 août 2004).

## 4.8. Immobilisations financières

	Montants au 31 août 2004	Aug./Dim. de l'exercice	Variations de périmètre	Ecart de change et autres	Montants au 28 février 2005
<b>Titres de participation</b>					
Valeurs brutes.....	19,2		(0,5)	(0,1)	18,6
Provisions .....	(10,3)	(0,5)		0,1	(10,7)
<b>Valeurs nettes</b>	<b>8,9</b>	<b>(0,5)</b>	<b>(0,5)</b>	<b>0,0</b>	<b>7,9</b>
<b>Autres titres immobilisés</b>					
Valeurs brutes.....	20,1	(0,5)			19,6
Provisions .....	(0,2)				(0,2)
<b>Valeurs nettes</b>	<b>19,9</b>	<b>(0,5)</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>19,4</b>
<b>Créances rattachées à des participations</b>					
Valeurs brutes.....	19,4			(0,4)	19,0
Provisions .....	(0,1)				(0,1)
<b>Valeurs nettes</b>	<b>19,3</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>(0,4)</b>	<b>18,9</b>
<b>Prêts (*)</b>					
Valeurs brutes.....	6,2	(0,5)		(0,1)	5,6
Provisions .....	(0,1)				(0,1)
<b>Valeurs nettes</b>	<b>6,1</b>	<b>(0,5)</b>	<b>0,0</b>	<b>(0,1)</b>	<b>5,5</b>
<b>Autres immobilisations financières(*)</b>					
Valeurs brutes.....	11,3	0,1	(0,2)	(0,2)	11,0
Provisions .....	0,0	(0,1)			(0,1)
<b>Valeurs nettes</b>	<b>11,3</b>	<b>(0,0)</b>	<b>(0,2)</b>	<b>(0,2)</b>	<b>10,9</b>
<b>Total Immobilisations financières</b>					
Valeurs brutes.....	76,2	(0,9)	(0,7)	(0,8)	73,8
Provisions .....	(10,7)	(0,6)	0,0	0,1	(11,2)
<b>Valeurs nettes</b>	<b>65,5</b>	<b>(1,5)</b>	<b>(0,7)</b>	<b>(0,7)</b>	<b>62,6</b>

(\*) Ces postes sont assimilés au besoin en fonds de roulement dans le tableau de flux de trésorerie

### Principaux titres de participation des sociétés non consolidées

Le Groupe détient, pour un montant net de 2,8 millions d'euros, 9,3 % de LEOC JAPAN Co, pour 2,3 millions d'euros, 15,8 % de STADIUM AUSTRALIA MANAGEMENT et pour 1 million d'euros, 10,8 % de SOCIETE PRIVEE DE GESTION.

## 4.9. Sociétés mises en équivalence

	Montants bruts au 31 août 2004	Résultat de l'exercice	Distribution de l'exercice	Variations de périmètre	Ecart de change et autres	Montants bruts au 28 février 2005
Sociétés mises en équivalence	14,5	0,7	(0,2)	7,6	(0,9)	21,7

## 4.10. Stocks et en-cours

Les stocks sont principalement constitués de denrées alimentaires et de matières consommables ayant un taux de rotation élevé et sont évalués selon la méthode FIFO.

Au 28 février 2005, la valeur brute des stocks s'élève à 179 millions d'euros.

## 4.11. Détail du poste « Autres créances et comptes de régularisation »

	Valeurs brutes au 28 février 2005	Provisions au 28 février 2005	Valeurs nettes au 28 février 2005	Valeurs nettes au 31 août 2004
Avances et acomptes versés sur commandes .....	5		5	5
Autres créances d'exploitation .....	209	(3)	206	222
Créances liées à des opérations d'investissement .....	3		3	3
Créances liées à des opérations de financement .....				1
<b>Total autres créances</b>	<b>217</b>	<b>(3)</b>	<b>214</b>	<b>231</b>
Charges constatées d'avance.....	61		61	53
Charges à répartir : frais sur emprunts (net) .....	13		13	16
Autres charges à répartir (net) (*)	137		137	146
Impôt différé actif .....	167		167	106
<b>Total</b>	<b>595</b>	<b>(3)</b>	<b>592</b>	<b>552</b>

(\*) Ce poste est assimilé aux immobilisations dans le tableau de flux de trésorerie.

### 4.11.1. Echancier des créances

	Valeurs brutes au 28 février 2005	Provisions au 28 février 2005	Valeurs nettes au 28 février 2005	Créances à moins d'1 an	Créances 1 an à 5 ans	Créances supérieures à 5 ans	Valeurs nettes au 31 août 2004
Clients et créances rattachées.....	1 647	(76)	1 571	1 569	2		1 368
Autres créances (total) .....	217	(3)	214	160	54		231
Charges constatées d'avance .....	61	0	61	55	1	5	53

Le poste « clients et comptes rattachés » ne comprend pas les créances ayant fait l'objet d'une titrisation pour un montant de 61 millions d'euros.

Les provisions pour créances douteuses représentent 4,6 % du poste « Clients et créances rattachées » au 28 février 2005 par rapport à 5,4 % au 31 août 2004.

Le risque crédit rattaché aux créances clients est limité du fait du nombre important de clients.

#### 4.11.2. Charges à répartir

	Montants au 28 février 2005	Echéances à moins d'1 an	Echéances de 1 à 5 ans	Echéances à plus de 5 ans	Montants au 31 août 2004
Charges à répartir (frais sur emprunts)	13	6	7	0	16
Autres charges à répartir	137	29	73	35	146

Les frais sur émissions d'emprunts sont amortis sur la durée de vie de ces emprunts.

Les autres charges à répartir, qui sont assimilées aux immobilisations dans le tableau de flux de trésorerie, comprennent notamment :

- notre contribution aux frais d'installation et d'aménagement de locaux chez des clients, principalement en Amérique du Nord, amortie sur les produits à venir des contrats concernés (114 millions d'euros),
- les frais d'appels d'offres sur des contrats de longue durée amortis dès l'ouverture des contrats sur leur durée de vie plafonnée à 10 ans (8 millions d'euros),
- les frais de démarrage sur des contrats de longue durée amortis sur leur durée de vie plafonnée à 10 ans (6 millions d'euros).

#### 4.12. Impôts différés

	Au 28 février 2005	Au 31 août 2004
Impôts différés Actif	167	106
Impôts différés Passif	(13)	(20)
<b>Impôts différés Actif (nets)</b>	<b>154</b>	<b>86</b>

Le montant d'impôts différés Actif, non comptabilisés du fait de leur récupération jugée peu probable, est de 19 millions d'euros, dont 3 millions d'euros de reports figurant dans les comptes de filiales antérieurement à leur acquisition.

#### Origine des impôts différés

Différences temporaires nettes	
- Provisions liées aux charges de personnel (*)	135
- Autres différences temporaires	13
- Reports déficitaires	6
<b>Impôts différés Actif (nets)</b>	<b>154</b>

(\*) dont 44 millions d'euros enregistrés suite au changement de méthode sur les engagements de retraites et prestations assimilées

#### 4.13. Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement comprennent 2 889 542 titres SODEXHO ALLIANCE pour un montant de 91 millions d'euros destinés à couvrir différents plans d'options d'achat en faveur des salariés du Groupe.

La provision de 11 millions d'euros constatée au 31 août 2004, a été intégralement reprise pour tenir compte du cours moyen des titres SODEXHO ALLIANCE sur les 20 derniers jours de bourse du semestre.

Les autres valeurs mobilières correspondent aux placements court terme de la trésorerie. Elles figurent au bilan pour leur valeur d'acquisition ou leur valeur de liquidation si cette dernière est inférieure.

La valeur de marché des valeurs mobilières de placement est présentée en note 4-20.

#### 4.14. Fonds réservés

Les fonds réservés correspondent aux fonds des titres de services soumis à une réglementation spéciale en France (151 millions d'euros) et aux fonds de garantie des affiliés au Mexique (8 millions d'euros).

#### 4.15. Trésorerie

Le détail de la trésorerie est le suivant :

	Au 28 février 2005	Au 28 février 2005	Au 28 février 2005 Net
	Brut	Provisions	
Valeurs mobilières de placement	617	3	614
Fonds réservés	159	0	159
Disponibilités	464	0	464
<b>Total</b>	<b>1 240</b>	<b>3</b>	<b>1237</b>

Par devises, la trésorerie du Groupe se ventile comme suit :

Euros	652	53 %
Dollars US	77	6 %
Livres sterling	107	8 %
Autres monnaies européennes	146	12 %
Autres monnaies	258	21 %
<b>Total</b>	<b>1 240</b>	<b>100 %</b>

## 4.16. Variation des capitaux propres part du Groupe

	Nombre d'actions	Capital	Prime d'émission	Réserves consolidées	Ecart de conversion	Autocontrôle	Résultat	Capitaux propres
<b>Capitaux propres au 31 août 2003 .....</b>	<b>159 021 565</b>	<b>636</b>	<b>1 186</b>	<b>591</b>	<b>(294)</b>	<b>(32)</b>	<b>162</b>	<b>2 249</b>
Augmentation de capital.....	4 848							0
Dividendes versés (net d'autocontrôle).				67			(162)	(95)
Résultat de l'exercice .....							183	183
Variation de l'écart de conversion et autres variations .....				6	(151)			(145)
<b>Capitaux propres au 31 août 2004 .....</b>	<b>159 026 413</b>	<b>636</b>	<b>1 186</b>	<b>664</b>	<b>(445)</b>	<b>(32)</b>	<b>183</b>	<b>2 192</b>
Augmentation de capital.....								0
Dividendes versés (net d'autocontrôle).				74			(183)	(109)
Résultat de la période .....							66	66
Changement de méthode (*).....				(104)				(104)
Variation de l'écart de conversion et autres variations.....				(8)	(134)			(142)
<b>Capitaux propres au 28 février 2005</b>	<b>159 026 413</b>	<b>636</b>	<b>1 186</b>	<b>626</b>	<b>(579)</b>	<b>(32)</b>	<b>66</b>	<b>1 903</b>

(\*) Changement de méthode sur les engagements de retraite et prestations assimilées.

L'impact brut de 148 millions d'euros concerne principalement le Royaume-Uni pour 122 millions d'euros et les Pays-Bas pour 24 millions d'euros.

L'impact sur l'impôt différé actif de ce retraitement s'élève à 44 millions d'euros.

### Autocontrôle indirect

SOFINSOD détient 18,50 % du capital de BELLON SA, actionnaire à 38,53 % de SODEXHO ALLIANCE. Ces titres, valorisés pour 32 millions d'euros dans les comptes sociaux de SOFINSOD, ont été annulés dans les comptes consolidés.

Le pourcentage d'autocontrôle indirect ainsi déterminé est de 7,13 %.

Le Groupe est en conformité avec les articles L 225-210 et L 225-214 du Code de commerce dans la mesure où il dispose de réserves autres que la réserve légale, d'un montant au moins égal à la valeur de l'ensemble des actions propres qu'il possède.

## 4.17. Intérêts minoritaires

La variation des intérêts minoritaires s'analyse de la façon suivante :

	Au 28 février 2005	Au 31 août 2004
<b>Intérêts minoritaires à l'ouverture de l'exercice .....</b>	<b>25</b>	<b>66</b>
Augmentation de capital .....	0	1
Dividendes versés.....	(3)	(8)
Résultat de l'exercice.....	4	14
Entrées /sorties de périmètre.....	(8)	(47)
Variation de l'écart de conversion et autres variations ..	(1)	(1)
<b>Intérêts minoritaires à la clôture de l'exercice .....</b>	<b>17</b>	<b>25</b>

## 4.18. Provisions pour risques et charges

	Montants au 31 août 2004	Dotations	Reprises (utilisées )	Reprises (sans objet)	Ecart de change et divers	Variations de périmètre	Montants au 28 février 2005
Provisions pour risques fiscaux et sociaux.....	34	3	(1)		(2)		34
Provisions pour litiges avec les salariés.....	16	61	(1)		(1)		75
Provisions pour fin de contrats ou contrats déficitaires.....	9	2	(3)				8
Provisions pour litiges clients/fournisseurs .....	9	3					12
Provisions pour situations nettes négatives (*).....	9						9
Provisions pour stock- options.....	4	1					5
Provisions liées à l'acquisition de SODEXHO, INC.	3						3
Provisions pour grosses réparations.....	3				(1)		2
Autres provisions .....	6	2	(1)	(1)			6
	<b>93</b>	<b>72</b>	<b>(6)</b>	<b>(1)</b>	<b>(4)</b>	<b>0</b>	<b>154</b>

(\*) = filiales mises en équivalence

### Impact des dotations et reprises de provisions pour risques et charges dans le compte de résultat

	Dotations	Reprises
Résultat d'exploitation .....	8	(4)
Résultat financier .....	0	0
Résultat exceptionnel.....	64	(3)
	<b>72</b>	<b>(7)</b>

## 4.19. Emprunts et dettes financières

	A moins d' 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total au 28 février 2005	Total au 31 août 2004
<b>Emprunts obligataires</b>					
Euros.....	68	1 300		1 368	1 332
	<b>68</b>	<b>1 300</b>	<b>0</b>	<b>1 368</b>	<b>1 332</b>
<b>Emprunts auprès des organismes financiers avec incidence des swaps de devises (1)</b>					
Dollars US .....	197	376		573	701
Euros .....	43	(273)	18	(212)	(137)
Livres sterling .....		130		130	131
Autres monnaies .....	17	27		44	23
	<b>257</b>	<b>260</b>	<b>18</b>	<b>535</b>	<b>718</b>
<b>Dettes sur location-financement</b>					
Dollars US .....	2	3	5	10	5
Euros.....	9	20	5	34	38
Autres monnaies .....		3		3	3
	<b>11</b>	<b>26</b>	<b>10</b>	<b>47</b>	<b>46</b>
<b>Autres emprunts et dettes</b>					
Euros.....	6	2	1	9	9
Autres monnaies.....				0	0
	<b>6</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>9</b>	<b>9</b>
<b>Découverts bancaires</b>					
Dollars US.....				0	1
Euros.....	31			31	16
Autres monnaies .....	17			17	6
	<b>48</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>48</b>	<b>23</b>
<b>Total.....</b>	<b>390</b>	<b>1 588</b>	<b>29</b>	<b>2 007</b>	<b>2 128</b>

Voir détail note 4-20.

#### 4.19.1. Emprunts obligataires

	Montants au 31 août 2004	Augmentations	Remboursements	Ecarts de change	Montants au 28 février 2005
<b>Emprunt 1999 :300 millions d'euros</b>					
Nominal .....	300				300
Intérêts courus .....	6	7			13
<b>Total.....</b>	<b>306</b>	<b>7</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>313</b>
<i>Nombre de titres</i>	<i>300 000</i>				<i>300 000</i>
<b>Emprunt 2002 : 1 milliard d'euros</b>					
Nominal .....	1 000				1 000
Intérêts courus .....	26	29			55
<b>Total.....</b>	<b>1 026</b>	<b>29</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 055</b>
<b>Total</b>	<b>1 332</b>	<b>36</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 368</b>

#### Caractéristiques des emprunts obligataires

- **Emprunt de 300 millions d'euros**

Le 16 mars 1999, SODEXHO ALLIANCE a émis un emprunt obligataire de 300 millions d'euros représenté par 300 000 obligations de 1 000 euros.

Ces obligations sont remboursables au pair le 16 mars 2009 et portent intérêt à un taux annuel de 4,625 %, le coupon étant payable le 16 mars de chaque année.

- **Emprunt de 1 000 millions d'euros**

Le 25 mars 2002, SODEXHO ALLIANCE a émis un emprunt obligataire de 1 000 millions d'euros remboursable au pair le 25 mars 2009.

Cet emprunt porte intérêt à un taux annuel de 5,875 %, le coupon est payable le 25 mars de chaque année.

## 4.19.2. Autres emprunts

### Crédit syndiqué d'avril 2001

Au 28 février 2005, le solde du crédit syndiqué, mis en place en avril 2001, s'élève à 406 millions de dollars US (306 millions d'euros) et se décompose de la façon suivante :

- la tranche B, remboursable trimestriellement sur 5 ans s'élève à 386 millions de dollars US, soit 291 millions d'euros au taux du 28 février 2005 (emprunt à taux variable LIBOR USD transformé en taux fixe – voir note 4-20 ci-après).

- la tranche C de 150 millions de dollars US remboursables *in fine* en avril 2006, a été utilisée, hors émission de garanties bancaires, à hauteur de 20 millions de US dollars (soit 15 millions d'euros au taux du 28 février 2005).

Au cours du 1er semestre 2004-2005, 171 millions de dollars US (soit 132 millions d'euros) ont été remboursés sur ce crédit syndiqué.

### Ligne de crédit confirmé de mai 2004

Le Groupe a mis en place, en mai 2004, une ligne de crédit confirmé d'un montant maximum de 360 millions d'euros pour financer ses besoins de trésorerie en lien avec le remboursement en juin 2004 de l'emprunt obligataire de 305 millions d'euros. Au 28 février 2005, cette ligne est utilisée à hauteur de 55 millions d'euros et 170 millions de dollars US (183 millions d'euros au total). Cette ligne de crédit confirmé arrive à échéance en avril 2005 et le Groupe dispose d'une option à son initiative pour l'étendre jusqu'en avril 2006 ou jusqu'en avril 2007 sur option des banques.

### Covenants

L'emprunt obligataire de 300 millions d'euros (mars 2009) et la ligne de crédit confirmé de mai 2004 ne comportent aucun covenant financier.

Le crédit syndiqué mis en place en avril 2001 auprès d'un syndicat de banques dont le montant emprunté s'élève à 406 millions de dollars US au 28 février 2005 comporte les conditions de remboursement anticipé généralement prévues dans ce type de crédit syndiqué.

Il est, par ailleurs, assorti de covenants spécifiques liés d'une part, au niveau de participation de la société BELLON SA dans le capital de SODEXHO ALLIANCE qui ne doit pas être inférieure à 33,33 % et d'autre part, au niveau de l'endettement net consolidé du Groupe, de son résultat d'exploitation et de son résultat financier.

Les ratios, définis pour chaque échéance semestrielle et calculés sur une période de 12 mois glissants, sont les suivants :

	29 février 2004		31 août 2004		28 février 2005	
	Covenant	Réalisation	Covenant	Réalisation	Covenant	Réalisation
Endettement net / EBITDA*.....	<2,15	1,97	<2	1,54	<2	1,36
EBITA / frais financiers*.....	>3,75	4,04	>4	4,73	>4	5,16

\* La définition de ces quatre éléments résulte de la documentation du crédit syndiqué et diffère sur certains points de la définition du plan comptable. Par exemple, dans la définition des covenants, l'endettement net n'inclut pas les fonds réservés. Ces définitions emportent la conséquence que le contrôle du respect des covenants ne peut se faire à partir des seules informations comptables publiées.

En cas de non respect d'un de ces engagements, les banques de crédit syndiqué d'avril 2004 à une majorité des deux tiers du crédit alloué sont autorisées à demander le remboursement anticipé du solde du crédit syndiqué.

Le remboursement anticipé de ce crédit donnerait le droit aux porteurs de l'obligation de 1 milliard d'euros de mars 2002, ainsi qu'aux banques participant à la ligne de crédit confirmé de mai 2004 de demander le remboursement anticipé.

### Taux de financement

Afin de respecter la politique du Groupe en matière de financement, une part importante des emprunts à taux variable est couverte par des swaps de taux et, dans le cas d'emprunts tirés dans une devise différente de celle de la société acquise, ces emprunts sont couverts par des swaps de change.

Au 28 février 2005, 77 % de l'endettement consolidé du Groupe sont à taux fixe et le taux moyen de financement à cette date s'établit à 5,2 %.

## 4.20. Instruments financiers

Le tableau ci-dessous résume l'impact des instruments financiers sur le poste « Emprunts auprès des organismes financiers », détaillés à la note 18.

Equivalent en millions d'euros	Note	Emprunts en euros	Emprunts en USD	Emprunts en GBP	Emprunts en autres devises	TOTAL
<b>a) Emprunts ayant fait l'objet d'un swap de taux d'intérêt et de devises</b>						
- emprunts Royaume-Uni (90 millions GBP)						
	(1)			131		131
Dû à la banque		90 M GBP				(130)
Dû par la banque		130 M EUR				(130)
- emprunts SODEXHO SKANDINAVIAN HOLDING AB (75 millions SEK)						
	(2)				8	8
Dû à la banque		75 M SEK				(8)
Dû par la banque		8,3 M EUR				(8)
- emprunts SODEXHO, INC. (principal de 111,7 millions USD)						
	(3)			89		89
Dû à la banque		119 M USD				(133)
Dû par la banque		133 M EUR				(133)
- emprunts autres filiales (non détaillé)						
		(29)		(1)	28	(2)
<b>b) Emprunts ayant fait l'objet d'un swap de taux d'intérêts</b>						
			128			128
<b>c) Autres emprunts n'ayant pas fait l'objet de couvertures</b>						
		88	356	0	8	452
<b>Total Emprunts auprès des organismes financiers</b>		<b>(212)</b>	<b>573</b>	<b>130</b>	<b>44</b>	<b>535</b>

### a) Emprunts ayant fait l'objet d'un swap de taux d'intérêts et de devises

- 1) En août 2004, une couverture de change (91 millions de livres sterling contre 135 millions d'euros) a été mise en place, couvrant un prêt intragroupe de 91 millions de livres sterling et

vient à échéance sur le second semestre de l'exercice 2004-2005. Au 28 février 2005 le swap porte sur un montant de 90 millions de livres sterling contre 130 millions d'euros.

- 2) En juin 1999, un swap de taux et de devises (4,15 % contre taux variable en couronnes suédoises) a été négocié couvrant initialement un prêt intragroupe de 50,1 millions d'euros accordé à Sodexo SCANDINAVIAN HOLDING AB. Au 28 février 2005, ce swap porte sur un montant de 75 millions de Couronnes suédoises contre 8,3 millions d'euros et vient à échéance en août 2005.
- 3) En mars 2002, un swap de taux et de devises (6,325 % contre 6,5775 % en euros contre dollars US) a été négocié couvrant intégralement un prêt intragroupe initial de 309 millions de dollars US consenti par SODEXHO ALLIANCE à SODEXHO, INC. et remboursable *in fine* le 25 mars 2007. Au 28 février 2005, le swap porte sur 119 millions de dollars US contre 133 millions d'euros avec les intérêts courus. La baisse du dollar depuis l'origine de ce swap a entraîné une diminution de la dette convertie en euros de 44 millions d'euros.

#### **b) Emprunts ayant fait l'objet d'un swap de taux d'intérêts**

Plusieurs swaps de taux d'intérêts (3,3 % contre LIBOR USD) à échéance 2004-2005, sont en place afin de couvrir partiellement les encours bancaires de SODEXHO, INC. pour un montant de 170 millions de dollars US (soit 128 millions d'euros).

## Valeur de marché des instruments financiers

(en millions d'euros)

Au 28 février 2005

<b>ACTIF</b>	Valeur comptable nette	Valeur de marché	Ecart
<b>Immobilisations financières</b>			
Titres de participation	8	8	0
Créances rattachées à des participations	19	19	0
Prêts	6	6	0
Autres titres immobilisés	19	19	0
Autres immobilisations financières	11	11	0
<b>Total Immobilisations financières</b>	<b>63</b>	<b>63</b>	<b>0</b>
<b>Titres mis en équivalence</b>	<b>22</b>	<b>22</b>	<b>0</b>
<b>Valeurs mobilières de placement</b>			
Bons de caisse	113	113	0
Dépôts à terme	115	117	2
Obligations cotées	100	102	2
SICAV	162	162	0
Actions cotées	3	3	0
Fonds communs de placement	30	30	0
Actions propres SODEXHO ALLIANCE (*)	91	70	(21)
<b>Total Valeurs mobilières de placement</b>	<b>614</b>	<b>597</b>	<b>(17)</b>
<b>Fonds réservés</b>	<b>159</b>	<b>161</b>	<b>2</b>
<b>Total actif</b>	<b>858</b>	<b>843</b>	<b>(15)</b>
<b>PASSIF</b>			
<b>Emprunts obligataires</b>			
Emprunts 1 milliard d'euros (2002)	1 055	1 140	85
Emprunts 300 millions d'euros (1999)	313	326	13
<b>Total</b>	<b>1 368</b>	<b>1 466</b>	<b>98</b>
<b>Emprunts auprès d'organismes financiers</b>			
Emprunt SODEXHO, INC.	479	478	(1)
Swap sur prêt intercompagnie SODEXHO, INC	(44)	(50)	(6)
Emprunt SODEXHO ALLIANCE	56	56	0
Autres	44	44	0
<b>Sous-Total</b>	<b>535</b>	<b>529</b>	<b>(6)</b>
<b>Banques créditrices</b>	<b>48</b>	<b>48</b>	<b>0</b>
<b>Autres emprunts et dettes financières</b>	<b>56</b>	<b>56</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES</b>	<b>2 007</b>	<b>2 098</b>	<b>91</b>
<b>Autres dettes hors exploitation</b>			
Dettes sur acquisition 53 % SODEXHO, INC. (*)	30	7	(23)
<b>Total Passif</b>	<b>2 037</b>	<b>2 105</b>	<b>68</b>

(\*) Une partie de la dette d'acquisition du solde des actions SODEXHO MARRIOTT SERVICES, INC., en juin 2001, était payable en actions SODEXHO ALLIANCE ; la dette a été évaluée en fonction du prix d'acquisition par SODEXHO de ses propres titres sur le marché. La valeur de marché des titres SODEXHO ALLIANCE au 28 février 2005 est inférieure de 21 millions d'euros à leur valeur nette comptable ; la valeur de marché de la dette sur acquisition de 53 % de SODEXHO, INC. au 28 février 2005 est inférieure de 23 millions d'euros à sa valeur nette comptable.

## 4.21. Autres dettes et compte de régularisation

	Au 28 février 2005	A moins de 1 an	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans	Au 31 août 2004
Clients avances et acomptes reçus sur commande.....	138	134	3	1	123
Dettes fiscales et sociales .....	1 173	913	11	249	1 048
Autres dettes d'exploitation .....	50	49	1	0	64
Dettes liées à des opérations d'investissement.....	30		30	0	28
Dividendes à payer.....	110	110	0	0	0
Produits constatés d'avance ....	55	51	2	2	48
<b>TOTAL</b>	<b>1 556</b>	<b>1257</b>	<b>47</b>	<b>252</b>	<b>1 311</b>
Impôts différés Passif (1) .....	13	-	-	-	20
<b>Total .....</b>	<b>1 569</b>				<b>1 331</b>

(1) Non échancé

### 4.21.1 Dettes fiscales et sociales

#### Engagements de retraite et prestations assimilées

La dette totale constatée au 28 février 2005 s'élève à 245 millions d'euros, dont principalement :

- le Royaume-Uni pour 115 millions d'euros ;
- l'Italie pour 49 millions d'euros ;
- la France pour 30 millions d'euros ;
- les Pays-Bas pour 24 millions d'euros.

Les principales hypothèses suivantes ont été retenues pour réaliser les évaluations de ces engagements :

	France	Royaume-Uni	Pays-Bas
aux d'actualisation.....	5,00 %	5,60 %	5,25 %
aux d'augmentation des salaires .....	2,50 %	4,25 %	3,00 %
aux d'inflation .....	2,00 %	3,00 %	2,00 %
aux de rendement des actifs de couverture.....	N/A	7,40 %	5,90 %

## 4.22. Tableau des flux de trésorerie : détails

### 4.22.1. Variation des postes de besoin en fonds de roulement

	Au 31 août 2004	Mouvements	Titrisation (2)	Ecart de change et autres	Variation de périmètre	Au 28 février 2005
Prêts et autres immobilisations financières.....(1)	18	(1)				17
Stocks.....	163	22		(6)	(1)	178
Avances et acomptes aux fournisseurs.....	5					5
Clients et créances rattachées (nets des provisions).....	1 368	261	(14)	(39)	(5)	1 571
Autres créances d'exploitation.....	222	(6)		(10)		206
Charges constatées d'avance.....	53	7		1		61
<b>Créances liées à l'activité.....</b>	<b>1 829</b>	<b>283</b>	<b>(14)</b>	<b>(54)</b>	<b>(6)</b>	<b>2 038</b>
<b>Créances liées à des opérations d'investissement.....</b>	<b>3</b>					<b>3</b>
<b>Créances liées à des opérations de financement .....</b>	<b>17</b>	<b>(18)</b>	<b>14</b>			<b>13</b>
<b>Variation des postes d'actif</b>	<b>1 849</b>	<b>265</b>	<b>0</b>	<b>(54)</b>	<b>(6)</b>	<b>2 054</b>
Avances clients.....	123	20		(5)		138
Fournisseurs et comptes rattachés.....	1 035	88		(42)	(1)	1 080
Chèques et cartes de services à rembourser.....	843	107		4		954
Dettes fiscales et sociales.....	1 048	13		(*) 114	(2)	1 173
Autres dettes d'exploitation.....	64	(14)				50
Produits constatés d'avance.....	48	9		(2)		55
<b>Dettes liées à l'activité.....</b>	<b>3 161</b>	<b>223</b>		<b>69</b>	<b>(3)</b>	<b>3 450</b>
<b>Dettes liées à des opérations d'investissement.....</b>	<b>28</b>	<b>2</b>				<b>30</b>
<b>Dividendes à payer.....</b>	<b>0</b>	<b>110</b>				<b>110</b>
<b>Variation des postes de passif</b>	<b>3 189</b>	<b>335</b>		<b>69</b>	<b>(3)</b>	<b>3 590</b>
Variation du BFR lié à l'activité.....		(59)				
Variation du BFR lié aux opérations d'investissement.....		2				
Variation du BFR lié aux opérations de financement.....		127				

(1) Ce poste figure dans les immobilisations financières au bilan.

(2) Le flux de variation de titrisation impacte la variation du besoin en fonds de roulement de financement.

(\*) dont impact du changement de méthode sur les engagements de retraites et prestations assimilées : 148 millions d'euros

## 4.22.2. Variation des postes d'endettement

	Au 31 août 2004	Mouvements	Ecart de change et autres	Variations de périmètre	Au 28 février 2005
Emprunts obligataires	1 332	36			1 368
Emprunts auprès des organismes financiers	718	(121)	(62)		535
Découverts bancaires	23	24	1		48
Dettes sur location-financement	46	2	(1)		47
Autres emprunts et dettes	9				9
	<b>2 128</b>	<b>(59)</b>	<b>(62)</b>		<b>2 007</b>

## 4.22.3. Acquisitions, cessions d'immobilisations

	Acquisitions	Cessions	Acquisitions nettes
Immobilisations corporelles et incorporelles (*)	(88)	7	(81)
Variation des immobilisations financières			0
Moins : Impact fiscal des cessions		1	1
<b>Acquisitions/cessions d'immobilisations</b>	<b>(88)</b>	<b>8</b>	<b>(80)</b>
Acquisitions / cessions de filiales .....	(2)		(2)
Moins : Trésorerie dans les sociétés acquises/cédées		(3)	(3)
Moins : impact fiscal des cessions			0
<b>Trésorerie nette affectée aux acquisitions et cessions des filiales .....</b>	<b>(2)</b>	<b>(3)</b>	<b>(5)</b>
<b>TOTAL</b>	<b>(90)</b>	<b>5</b>	<b>(85)</b>

(\*) Y compris les autres charges à répartir assimilées à des immobilisations.

## 4.23. Engagements financiers

### 4.23.1. Engagements hors bilan

	Au 28 février 2005			Au 31 août 2004	
	A plus de 1 an	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans	Total	Total
Engagements de paiement donnés aux tiers	52	19	9	80	74
Garanties de bonne fin pour locations	13	10	5	28	38
Garanties de bonne fin données à nos clients	8	7	0	15	16
Autres engagements	1	4	0	5	7
<b>Total</b>	<b>74</b>	<b>40</b>	<b>14</b>	<b>128</b>	<b>135</b>

Il n'existe pas à notre connaissance d'autres engagements hors bilan significatifs relatifs à ce tableau.

## Sûretés réelles

Dans le cadre de l'activité Chèques et Cartes de Services, SODEXHO ALLIANCE et ses filiales ont nanté des disponibilités au profit de différents établissements bancaires.

Ces disponibilités nantées représentent un montant de 9,7 millions d'euros au 28 février 2005.

Les autres engagements relatifs à des sûretés réelles (nantissement, gage sur équipement ou hypothèque d'immeuble) consenties par SODEXHO ALLIANCE et ses filiales dans le cadre de leurs activités opérationnelles au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2004-2005 ne sont pas significatifs.

### 4.23.2. Promesses de vente et promesses d'achat d'actions

#### Engagements donnés

- **ABRA**

Le Groupe, par l'intermédiaire de sa filiale SODEXHO SCANDINAVIAN HOLDING AB s'est engagé à racheter, au plus tard en novembre 2005, le solde des actions non encore détenues (soit 4,12 %) de la société ABRA située en Norvège, pour un prix basé sur un multiple de profits pouvant être au minimum de 0,2 million d'euros et estimé à 0,9 million d'euros en fonction des projections actuelles.

- **SMILING FACES**

Le Groupe, par l'intermédiaire de sa filiale SODEXHO SCANDINAVIAN HOLDING AB s'est engagé à racheter entre 2006 et 2012, le solde des actions non encore détenues (soit 30 %) de la société SMILING FACES située en Finlande, pour un prix basé sur un multiple de profits pouvant être estimé à 2,2 millions d'euros en fonction des projections actuelles

- **ALTYS MULTISERVICE**

Le Groupe s'est engagé à racheter auprès des actionnaires minoritaires 18,5 % de la société ALTYS MULTISERVICE entre le 1<sup>er</sup> octobre 2005 et le 30 novembre 2005 et 1,5 % entre le 1<sup>er</sup> octobre 2007 et le 30 novembre 2007, sur la base d'un multiple de la moyenne de résultats économiques définis contractuellement pour l'année d'exercice de l'option et l'année suivante.

- **SODEXHO ITALIA**

Le Groupe s'est engagé à racheter les actions non encore détenues (soit 2%) auprès de l'actionnaire minoritaire de SODEXHO ITALIA au plus tard le 1<sup>er</sup> juillet 2010, sur la base d'un multiple de résultat économique défini contractuellement.

- **SODEXHO MM CATERING**

Le Groupe s'est engagé à racheter à tout instant, le solde des actions non encore détenues (soit 9,5 %) de la société SODEXHO MM CATERING, sur la base d'un multiple de la moyenne d'un résultat économique défini contractuellement pour un montant minimal de 0,2 million d'euros.

#### Engagements reçus

- **PATRIOT MEDICAL TECHNOLOGIES, INC.**

A partir du 3 septembre 2003 et jusqu'au 3 septembre 2005, le Groupe a la possibilité de racheter les actions non détenues pour le prix le plus élevé entre 2 millions de dollars et 5 fois l'EBITDA, diminué d'ajustements définis dans le contrat signé entre les parties.

- **ABRA**

Les actionnaires minoritaires de la société ABRA se sont engagés à céder au Groupe, au plus tard en novembre 2005, leurs actions selon les modalités identiques à celles décrites ci-avant.

- **SODEXHO ITALIA**

L'actionnaire minoritaire de SODEXHO ITALIA s'est engagé à céder, au plus tard le 1er juillet 2010, l'ensemble de ses actions au Groupe selon les conditions décrites ci-avant.

▪ **ALTYS MULTISERVICE**

Les actionnaires minoritaires se sont engagés à céder au Groupe 18,5 % de leur participation entre le 1<sup>er</sup> octobre 2005 et le 30 novembre 2005.

Ces cessions se feront sur la base d'un multiple de la moyenne des résultats économiques définis contractuellement pour l'année d'exercice de l'option et l'année suivante.

### **4.23.3. Autres engagements**

#### **Titrisation**

Nos filiales Restauration et Services au Royaume-Uni sont entrées, au cours de l'exercice 1998-1999, dans un programme de titrisation pluriannuel pour vente d'une partie de leur portefeuille clients sans droit de recours.

Au 28 février 2005, la titrisation de ces créances porte sur 42,3 millions de livres sterling (61 millions d'euros) dans le cadre d'un programme maximum autorisé de 55 millions de livres sterling.

L'augmentation de la titrisation des créances de 14 millions d'euros (hors écart de change) par rapport au 31 août 2004 figure sur la ligne « Variation du besoin en fonds de roulement lié aux opérations de financement » dans le tableau des flux de trésorerie.

### **4.23.4. Engagements de cessions d'actions propres**

Le Groupe s'est engagé à livrer 1 855 797 actions SODEXHO ALLIANCE aux salariés de SODEXHO, INC. à un prix moyen de 28,40 dollars US, dans le cadre du rachat de 53 % du capital de SODEXHO MARRIOTT SERVICES, INC. en juin 2001.

6 278 167 actions SODEXHO ALLIANCE ont été accordées par le Conseil d'Administration de SODEXHO ALLIANCE aux salariés du Groupe dans le cadre de divers plans de stock-options pour un prix de souscription moyen de 25,96 euros.

Un plan de stock-options a été mis en œuvre pour lequel le Groupe s'est engagé à augmenter le capital de SOGERES au profit des bénéficiaires et à racheter leurs titres au plus tard le 20 février 2008. A cet effet, une provision pour risques et charges de 4 millions d'euros figure dans les comptes consolidés au 28 février 2005.

### **4.23.5. Engagements en matière de location simple**

Pour la durée résiduelle des contrats de location simple au 28 février 2005, le total des engagements donnés est le suivant :

- A moins d'un an : 88 millions d'euros
- De 1 à 5 ans : 151 millions d'euros
- A plus de 5 ans : 22 millions d'euros

Il s'agit :

- des engagements au titre des loyers de cuisines centrales bénéficiant de conventions tripartites et contregaranties par des municipalités en France pour 52 millions d'euros,
- des loyers de bureau pour 119 millions d'euros,
- des équipements sur sites, équipements de bureau et des véhicules pour 90 millions d'euros.

## **4.24. Informations diverses**

### **4.24.1. Entreprises liées**

SODEXHO ALLIANCE exerce les activités de direction et d'animation de l'ensemble du Groupe SODEXHO et concède sa marque à la plupart des sociétés du Groupe. A ce titre, elle a perçu une rémunération de 65 millions d'euros de ses filiales au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2004-2005.

La société BELLON SA détient 38,53 % du capital de SODEXHO ALLIANCE.  
Au cours du 1<sup>er</sup> semestre, BELLON SA a facturé à SODEXHO ALLIANCE un montant de 3 millions d'euros au titre du contrat d'assistance et de conseil signé par les deux sociétés.

### **4.24.2. Litiges**

Notre filiale SODEXHO PASS DO BRAZIL est impliquée dans un litige avec l'administrateur représentant la Banque Centrale du Brésil concernant l'existence de nos en-cours bancaires dans le cadre de l'enquête sur la situation financière de Banco Santos.

## **4.25. Evénements postérieurs à la clôture**

Le Groupe a mis en place le 29 avril 2005 un nouveau crédit syndiqué multidevisé à taux variable d'un montant maximum de 460 millions d'euros et 700 millions de dollars US. Ce financement servira essentiellement à rembourser par anticipation le crédit syndiqué mis en place en avril 2001 et la ligne de crédit confirmée signée en mai 2004.

Ce nouvel emprunt arrivera à échéance en totalité en avril 2010 ; le Groupe pourra, néanmoins, obtenir, avec l'accord des banques, deux prolongations d'une année chacune.

Aucun autre événement significatif n'est intervenu depuis le 28 février 2005.

## V PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Les activités du Groupe Sodexo s'exercent de façon autonome, sous forme de filiales, dans chaque pays où le Groupe est implanté. Sous le contrôle du Comité Exécutif, chaque filiale possède une organisation indépendante avec sa propre Direction Générale, ses structures commerciales, ses ressources humaines et sa direction administrative et financière.

Les sociétés dont Sodexo assure la direction ont été consolidées par la méthode de l'intégration globale. Les sociétés dans lesquelles Sodexo détient une participation lui assurant une influence notable sur la direction ont été mises en équivalence.

Toutes les sociétés du Groupe intégrées globalement, qui ont un exercice social décalé par rapport à celui de la société mère, fournissent un arrêté comptable au 28 février.

Peuvent être exclues du périmètre de consolidation un certain nombre de filiales en raison de leur impact négligeable par rapport à l'objectif d'image fidèle de l'ensemble consolidé. Le critère d'élimination est le suivant :

- chiffre d'affaires inférieur à 2 millions d'euros,
- et résultat en valeur absolue inférieur à 0,1 million d'euros,
- et total du bilan inférieur à 2 millions d'euros.

Aucune variation significative du périmètre de consolidation n'est intervenue au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2004-2005.

## VI INDICATEUR DE RESULTAT DE LA SOCIETE MERE POUR LE PREMIER SEMESTRE 2004/2005

(1<sup>er</sup> septembre 2004 au 28 février 2005 en millions d'euros)

	1 <sup>er</sup> semestre 2004-2005	1 <sup>er</sup> semestre 2003-2004
Chiffre d'affaires.....	23	27
Résultat courant.....	91	61
Bénéfice.....	87	66

Sodexo Alliance étant une société holding, seul le résultat consolidé est représentatif de l'activité du Groupe.

## VII TAUX DE CHANGE DES PRINCIPALES MONNAIES DU GROUPE

Codes iso	PAYS	MONNAIE	1 €	1 €	1 €	1 €	1 €
			taux clôture 28/02/05	taux moyen 28/02/05	taux clôture 31/08/04	taux clôture 29/02/04	taux moyen 29/02/04
AUD	AUSTRALIE	DOLLAR	1,673000	1,712137	1,729800	1,615900	1,665010
BRL	BRESIL	REAL	3,432200	3,548494	3,546100	3,608700	3,481379
CAD	CANADA	DOLLAR	1,634000	1,596120	1,595800	1,675800	1,587403
CLP	CHILI	PESO (1000 unités)	0,765620	0,767461	0,757060	0,738030	0,748585
CNY	CHINE	YUAN	10,972200	10,715129	10,023700	10,278300	9,908690
USD	ETATS UNIS	DOLLAR	1,325700	1,294645	1,211100	1,241800	1,197153
MXN	MEXIQUE	PESO	14,716900	14,612374	13,779300	13,738300	13,310282
GBP	ROYAUME UNI	LIVRE	0,689750	0,692899	0,675500	0,670000	0,691980
SEK	SUEDE	COURONNE	9,057600	9,041890	9,126300	9,231500	9,092768
VEB	VENEZUELA	BOLIVAR (1000 unités)	2,542160	2,487030	2,334870	2,395660	1,938231

## **VIII RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'EXAMEN LIMITE DES COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDES**

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaires aux comptes et en application de l'article L. 232-7 du Code de commerce, nous avons procédé à :

- l'examen limité du tableau d'activité et de résultats présenté sous la forme de comptes semestriels consolidés de la société Sodexho Alliance S.A., relatifs à la période du 1<sup>er</sup> septembre 2004 au 28 février 2005, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel.

Ces comptes semestriels consolidés ont été établis sous la responsabilité de votre Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Nous avons effectué cet examen selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences limitées conduisant à une assurance, moins élevée que celle résultant d'un audit, que les comptes semestriels consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un examen de cette nature ne comprend pas tous les contrôles propres à un audit, mais se limite à mettre en œuvre des procédures analytiques et à obtenir des dirigeants et de toute personne compétente les informations que nous avons estimées nécessaires.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas, au regard des règles et principes comptables français, relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la régularité et la sincérité des comptes semestriels consolidés, et l'image fidèle qu'ils donnent du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les notes 2 et 2.2 de l'annexe des comptes semestriels consolidés qui exposent un changement de méthode comptable lié à la première application de la recommandation n°2003-R01 du Conseil National de la Comptabilité du 1<sup>er</sup> avril 2003.

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport semestriel commentant les comptes semestriels consolidés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés.

Paris et Paris La Défense, le 10 mai 2005

PricewaterhouseCoopers Audit

KPMG Audit  
*Département de KPMG S.A.*

Hubert Toth  
Associé

Patrick-Hubert Petit  
Associé